

La République du Chili en 2030



Territoire

Située à l'ouest de l'Amérique latine, le Chili possède une surface de 755 276 km². Sa capitale, Santiago, reste la ville la plus peuplée du pays (7,3 millions d'habitants), loin devant les villes de Valparaíso et Concepción.

Démographie et développement

Le Chili a une population de 20 millions d'habitants, une augmentation d'environ 0,25% par rapport à 2024. Il a une population stable, même si peu à peu vieillissante. Le pays a atteint un PIB de 450 milliards de dollars américains en 2030, à peu près 100 milliards de plus qu'en 2024. Son taux d'inflation a diminué, passant de 7% en 2024 à 2,5%. Le PIB par habitant a donc fortement augmenté.

Régime politique et relations internationales

La République du Chili est une démocratie républicaine. Le président de la République possède d'importants pouvoirs, comme celui de désigner des sénateurs ou de nommer les ministres. Le Chili a vécu d'importants changements politiques ces six dernières années. À la suite de la baisse en popularité du Président de gauche Gabriel Boric, José Antonio Kast, président du plus important parti d'opposition, le Parti républicain, classé à l'extrême droite, accède au pouvoir en 2025.

Aux élections de 2029, à la suite du massacre de 6 activistes indigènes par la police de Santiago mais aussi à de nombreux scandales politiques, le Parti républicain au pouvoir ne parvient pas à garder sa popularité et est remplacé par une coalition de gauche et d'extrême gauche, dirigée par l'ancienne maire communiste de Santiago, Iraci Hassler, élue avec 65% des voix au second tour.

Au niveau international, Iraci Hassler et sa coalition appelée *Union socialiste et écologiste* se démarquent par rapport à leurs prédécesseurs par leur rapprochement avec plusieurs pays à tendance socialiste dans la région (notamment la Colombie, le Venezuela et Cuba) et leur opposition aux Etats-Unis et ses alliés occidentaux. Le Chili a notamment exprimé sa motivation de faire partie des BRICS.

Lois et décisions majeures depuis 2024

Entre 2024 et 2030, 3 gouvernements se sont succédés.

En 2025, le gouvernement de gauche de Gabriel Boric fait voter une deuxième nouvelle constitution par référendum (la première étant rejetée en 2023) juste avant la fin de son mandat. Cette nouvelle constitution, très progressiste sur des sujets comme l'autonomie des communautés autochtones, les droits LGBTI+ et les droits des femmes est rejetée avec 54% des voix contre. Cette tendance conservatrice survient notamment à cause d'une large campagne de désinformation contre le gouvernement orchestrée par le Parti républicain. L'ancienne constitution, datant de l'époque de la dictature militaire de Augusto Pinochet des années 70, reste donc en vigueur.

Après les élections de 2025, le Parti républicain accède au pouvoir et remet en cause toutes les lois progressistes des anciens gouvernements. Climatocéptique, José Antonio Kast accorde encore plus de licences de forages miniers à des entreprises occidentales et abandonne toute mesure écologique. Il ferme aussi la frontière avec la Bolivie pour empêcher l'arrivée de migrants et de trafiquants de drogue.

Après les élections de 2029, Iraci Hassler et sa coalition *l'Union socialiste et écologique* accèdent au pouvoir. Elles font passer en l'espace d'une année plusieurs réformes importantes :

- Une réforme fiscale, taxant les multinationales et millionnaires
- Le pacte de rétablissement de la nature et des communautés autochtones
- La nationalisation de plusieurs secteurs privés dont l'énergie
- La loi TGV, investissant dans les trains à grande vitesse

Avancées

Bien que lourdement affectée par l'ancien gouvernement, la nouvelle Présidente, Iraci Hassler met en place plusieurs projets nationaux de refinancement de l'écoagriculture, des services sociaux et de l'énergie renouvelable. La République du Chili avance vers la neutralité carbonique.